



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA

BULLETIN D'INFORMATION

mars 1997, vol. 4, No.9 Montréal, Qc.

1997: CHAMP LIBRE AU LIBRE MARCHÉ

par Geneviève Lessard

Avec la signature de la Paix, à la fin de l'année dernière, il était permis d'espérer que 1997 allait marquer l'accession du Guatemala à une nouvelle forme de distribution des pouvoirs, des richesses et des droits. Pourtant, entre les promesses de développement social comprises dans les Accords et les effets des ajustements économiques auxquels doit se plier le pays pour répondre aux exigences des "créanciers" de la paix, la contradiction est flagrante. Aussi, de l'avis de nombreux analystes, l'année 1997 ne sera ni plus ni moins que celle du transfert des pouvoirs de l'État aux mains des élites économiques nationales et internationales. Plus ça change, plus c'est pareil.

En mai dernier, le parti au pouvoir faisait adopter, au nom de la protection des services essentiels, une loi qui allait lui permettre de faire d'une pierre deux coups. En effet, en dépit de la Constitution guatémaltèque et de la Convention de l'Organisation internationale du travail de 1985, cette loi retirait aux travailleurs leur droit de faire la grève, alors qu'elle octroyait au gouvernement le pouvoir de congédier le personnel des sociétés d'État sans l'obtention préalable d'une autorisation de la cour. Les mécanismes d'"agilisation" du secteur public ainsi assurés, ne restait plus qu'à attendre patiemment l'avènement de la paix pour voir le président de la république procéder en toute quiétude à son plan d'action: l'imposition du modèle économique néo-libéral en vue de la participation active du Guatemala au processus de mondialisation.

Depuis, les grandes lignes de ce plan d'action ont été précisées. Ainsi, le tout nouveau Programme pour la modernisation et le renforcement du corps exécutif comprend dérégulations, simplification des procédures administratives et décentralisation des services. La Ley de Compras, qui découle de ce programme, prévoit la standardisation des sociétés publiques et établit les normes de leur restructuration. Les amendements nécessaires seront effectués au Code civil afin d'accélérer les procédures pour la reconnaissance des diverses formes de partenariat. À l'ordre du jour, donc, la privatisation de 60 sociétés d'État.

Or, les effets précurseurs des mesures de privatisation ont déjà commencé à se faire sentir. En quelques mois seulement, des milliers de travailleurs ont perdu leur emploi. Du reste, l'inflation et la hausse du coût de la vie (360% par rapport à février 96) laisse bien peu de répit à ceux qui demeurent sur le marché du travail. De fait, alors que le ministère du Travail même évalue à 65 quetzales le montant quotidien nécessaire à la survie d'une famille de cinq personnes, le salaire minimum, en région rurale, ne dépasse toujours pas les 14.50 quetzales par jour.

Coup d'envoi du plan d'action modernisateur, la privatisation de la Société de Télécommunications Guatémaltèque, GUA-

TEL, est de bien mauvaise augure. Question de calmer les esprits, les 5 % des parts de la compagnie seront accordés aux travailleurs. Mais déjà, afin de rendre l'entreprise plus compétitive, on a dû prévoir une hausse de 2 500% sur les tarifs des appels locaux. Vaya protection des services essentiels! En revanche, les frais des appels interurbains, eux, baisseront de 50%. Le message est si clair qu'il retentit au delà des frontières.

Devant la menace de l'affaiblissement d'une population civile que du haut de la scène politique, on prétend pourtant promouvoir, un mouvement d'opposition prend

forme peu à peu: des manifestants défilent ici et là et l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP) menace même d'organiser un arrêt de travail d'envergure nationale. Pourtant, toutes proportions gardées, la controverse semble se faire plutôt discrète.

Le fait est que l'ironie du sort a voulu que l'alliée de la gauche, face aux stratagèmes du gouvernement central d'Alvaro Arzu, ce soit la droite, la ligne dure. Or, cette ligne dure, comme on appelle l'ensemble des défenseurs des privilèges traditionnels, n'a que faire des projets de démocratie et de paix durable. On peut donc comprendre que dans ce

contexte, les opposants aux réformes doivent envisager le risque que la lutte d'une population que l'exaspération rend imprévisible soit récupérée à des fins moins nobles.

Champ libre, donc, au libre marché, qui bientôt devra s'étendre aux secteurs de l'aviation, de l'électricité, de l'agriculture, des services bancaires, et ainsi de suite. Et à ceux qui proposent qu'un programme d'une telle ampleur soit soumis au suffrage populaire, le président, pour une fois, répond en toute franchise: "Ha! Ha! Ha!"

TOUS LES JEUDIS A 9H00 AVEC LE
CAFÉ...ÉCOUTEZ.

TERRE DE MAÏS

*L'émission du Projet
Accompagnement
Québec-Guatemala*

...nouvelles,
dossiers spéciaux,
musique,
et beaucoup plus...

SYNTHONISEZ LA FRÉQUENCE 102,3 FM
...ET TENEZ VOUS AU COURANT!!!



CALENDRIER

Dates des assemblées mensuelles des membres du PAQG et COCO. Elles auront lieu au local du PAQG.

assemblées samedi à 13h00

15 mars

19 avril

17 mai

14 juin

coco jeudi à 14h00

27 mars

10 avril

24 avril

15 mai

29 mai

12 juin

26 juin

los esperamos!!

GUATEMALA, ENTRE LES RIVIÈRES DE LA VIE

par Yves Carrier

*(extrait d'un texte paru dans le numéro de
septembre 1996 de la revue Caminando)*

Bonjour, je me nomme Yves Carrier et je reviens du Guatemala en septembre où j'ai accompagné une communauté de réfugiés retournés depuis peu dans leur pays après 14 ans d'exil. Je suis membre de Projet Accompagnement Québec-Guatemala et je désire vous faire part de ces quelques impressions toutes fraîches à ma mémoire.

LE RETOUR À LA TERRE PROMISE

C'est au mois de mars 1996 que débute le retour d'un premier groupe de sept familles à la finca de Entre Rios. Ils seront suivis au mois de mai par un groupe plus important de soixante familles. Ils ont reçu, en compensation des terres perdues lors du conflit, une grande propriété dans le Péten où ils devront reprendre tout depuis

le début, c'est-à-dire comme il y a vingt-cinq ans, sans route, sans maison, sans électricité, sans école, sans communication ou presque et sans argent. Tout ce qu'ils ont, c'est la terre et un peu de nourriture fournie par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. Mais cette aide est temporaire, de six à huit mois, après ils seront livrés à eux-mêmes. Mais ailleurs dans pays, c'est encore plus désolant, alors

aussi bien regarder droit devant et trimer dur. Quitter cette situation de dépendance alimentaire sera difficile. Leurs points forts sont leur organisation, les liens familiaux et le fait qu'ils possèdent la terre sans hypothèque. Le principal obstacle demeure l'accès au crédit agricole, le taux d'intérêt disponible pour eux se situe à 24% annuellement, ce qui est plusieurs fois le taux d'intérêt que paient les agriculteurs d'ici.

PEUPLE DE VIE

Ils sont organisés en coopérative. J'ai été impressionné par la prise de parole de ces gens sur leurs actions et leur devenir collectif. L'unité de ce groupe ne repose pas sur l'éthnie (huits groupes ethniques) ou la religion (évangélistes, pentecôtistes et catholiques), mais sur les liens familiaux, et sur la conscience d'être unis par une destinée commune. La vie de foi de ces gens a été également pour moi source d'inspiration et de joie. Je peux affirmer qu'au contact de cette foi populaire et bien vivante des paysans guatémaltèques, plusieurs accompagnateurs occidentaux se sentent interpellés dans leur dimension spirituelle, car il s'agit d'une foi inébranlable dans la vie, « a pesar de todo ».

--- Nouvelles du sud Nouvelles du sud

par Marie-Hélène Côté et Claude Rioux

Réappropriation des terres

Le processus de réappropriation des terres s'effectue non sans difficultés. En effet, l'Union des Paysans du Peten (UCP) a rapporté le 21 février dernier que les autorités, agissant pour le compte d'un propriétaire local, ont brûlé le village de Los Angeles laissant ainsi 45 familles sans abri. Selon l'UCP, cette attaque s'inscrit dans une large tentative des grands propriétaires d'établir leur contrôle sur de vastes étendues du territoire dans le but de les vendre aux retournés.

Ainsi, le drame de Los Angeles n'est que le pire parmi plusieurs gestes d'intimidation posés à l'endroit des communautés paysannes. Dans une lettre adressée au président Arzu, l'UCP signale huit autres communautés menacées d'expulsion par les autorités locales et les propriétaires.

Par ailleurs, le retour de réfugiés vers le village de Trinidad, Nenton, Huehuetenango, a été suspendu. Le 18 février dernier, les négociations entre douze représentants des réfugiés et les villageois, concernant l'achat de terres en bordure du village, se sont soldées par une effusion de

sang lorsque des villageois ont assailli les retournés.

La Commission de la vérité

La Commission de la vérité, née des accords de paix signés le 29 décembre 1996, entreprendra son lourd travail dans deux mois et disposera de six mois (avec une possibilité d'extension de six autres mois) pour mener ses recherches à terme. Christian Tomuschat, expert en matière de droits humains à l'ONU, la présidera, ce à quoi s'oppose le président de la Chambre de l'agriculture Humberto Pretti.

La Commission a pour mandat de faire un rapport « objectif » sur la violence et les violations des droits humains perpétrés par les deux parties durant la guerre et de recommander des « mesures pour préserver la mémoire des victimes » (*Reuter 22 février 1997*).

Cependant, elle ne nommera aucun nom d'individus responsables de crimes de guerre: elle se contentera d'attribuer ces actions soit à l'armée, soit à l'URNG. Par conséquent, les résultats des enquêtes ne seront pas utilisés comme base à des procédures légales. C'est d'ailleurs la principale critique

que l'on formule à propos de la Commission. Karen Fischer, avocate et activiste, déplore le fait que l'anonymat des haut-placés qui ont donné les ordres et celui de leurs subordonnés qui les ont exécutés soit préservé. Selon elle, cela viendra confirmer que l'armée demeure intouchable. Pour sa part, Mario Polanco, directeur du Groupe de Support Mutuel, soutient qu'il sera impossible pour une si petite commission, d'autant plus qu'elle est limitée dans le temps, d'enquêter sur toute la guerre. Bref, pour reprendre les termes d'Amilcar Mendez, députée du FDNG et activiste pour les droits humains, la population ne connaîtra pas la vérité et n'aura pas les réponses à ses questions au terme de cette Commission: celle-ci ne produira qu'une simple compilation d'une série d'incidents sans en identifier les responsables.

Exilés au Mexique

C'est à contrecœur que plus de 7000 réfugiés guatémaltèques exilés au Mexique ont accepté l'offre de résidence permanente du gouvernement mexicain, d'après le ministre guatémaltèque de l'extérieur Eduardo Stein Barillas. Ils expliquent leur décision par l'absence de support au processus de retour de la part du

gouvernement. Plusieurs d'entre eux sont des enfants de réfugiés guatémaltèques qui ont vécu pratiquement toute leur jeunesse dans les camps au Mexique, certains y sont même nés.

Le ministre Stein affirme qu'il y aurait 4600 réfugiés voulant toujours rentrer dans leur pays. Toutefois, Manuel Cevillo, des Commissions Permanentes sur les Réfugiés (CCPP), croit qu'on ne peut avancer de nombre quant aux réfugiés qui resteront au Mexique. Selon lui, les intentions sont plutôt partagées et certains demeurent indécis. Il souligne que depuis la fin de la guerre en décembre, les demandes de rapatriement immédiat ont augmenté.

Sauvegarde et revalorisation des 21 langues mayas

Selon Alfonso Boj, directeur de l'Académie de langues mayas du Guatemala, l'officialisation des langues mayas signalée dans les accords de paix implique leur sauvegarde et leur revalorisation en plus d'une éducation bilingue et interculturelle. C'est à cause du système politique national et parti-culièrement des écoles d'instruction de base que ces langues sont aujourd'hui menacées car bien que 80% des Guatémaltèques soient d'origine maya, tous reçoivent une éducation en espagnol.

Boj souligne que l'on parle 24 langues au Guatemala: 21 sont mayas et les autres sont le garifuna, le xinca et l'espagnol. Les

experts estiment que seulement quatre langues mayas survivront encore au cours de plusieurs générations puisqu'elles sont parlées par des centaines de milliers de personnes. Les autres se répartissent à divers stades sur la voie de l'extinction. La plus menacée est la langue des Itza Mayas, un peuple vivant dans la région du lac Peten Itza au nord du Guatemala. En effet, seulement 2000 Itzas vivent encore en cette région et quelques trois douzaines de personnes âgées itzas parlent couramment leur langue.

Artisans de la fameuse cité de Chichen Itza et dernière nation maya à avoir survécu à la conquête espagnole, les Itzas luttent maintenant difficilement contre les pressions du vingtième siècle et se retrouvent confrontés à la perte de leur identité. Malgré qu'un mouvement de revalorisation des identités autochtones soit amorcé et consolidé par les accords de paix, plusieurs Mayas continuent d'abandonner leur mode de vie traditionnel dans le but de retirer des avantages socio-économiques. L'effort de sauvegarde des langues mayas soulève la question de la création d'une solidarité entre des groupes mayas rivaux et d'une éventuelle répartition entre eux des fonds affectés à un projet de revalorisation.

10 000 personnes contre les privatisations

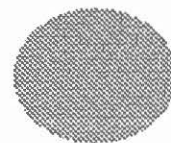
Plus de 10 000 syndiqués, étudiants, paysans, ménagères et

vendeurs ambulants ont manifesté vendredi le 7 mars dans les rues de la capitale. C'était la première grande manifestation contre la politique économique néolibérale du président Alvaro Arzu.

Auparavant, Jorge Méndez Herbuger, député du PAN (au pouvoir), avait lancé le défi aux syndicats de remplir la Place centrale pour démontrer l'appui à leur contestation du plan de privatisation. Après la manifestation qui a amplement relevé le défi, le président Arzu a qualifié les manifestants de «bureaucrates malheureux» et de «fainéants».

La manifestation a été convoquée par l'Unité d'action populaire et syndicale (UASP) et l'Union générale des travailleurs (UGT), nouvellement créée. Les manifestants s'en prennent notamment au plan de privatisation approuvé malgré une forte opposition par le Congrès le 5 mars et la hausse de 360% des tarifs des services publics depuis un an.

Sources : Reuter (22 et 23 février 1997); Inter Press (25 février 1997); Cerigua (13 et 27 février, 13 mars 1997); Prensa Libre (3 mars 1997); The Houston Chronicle (23 février 1997)



ENTREVUE AVEC MARGIE LOO

par Sarita Ahooja

Margie Loo est retournée chez elle à l'île du Prince Édouard après avoir vécu six ans au Guatemala. Avant d'être coordonatrice du Projet accompagnement, elle a travaillé avec CEIPA, une organisation qui donne du support et des services aux jeunes travailleurs de la rue. Comme membre du comité de communications, elle a participé au développement d'un Centre de ressources qui abritait des publications nationales et internationales sur les droits des enfants. En 1984, après avoir fait de l'accompagnement, elle est devenue coordonatrice de l'équipe du Sud du Projet accompagnement, avec Nathalie Brière. Lors de sa récente visite à Montréal, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec elle et de lui poser quelques questions sur le rôle de l'accompagnement et son futur.

Le rôle de Margie dans la structure du

PA

Le rôle de l'équipe du Sud est de faciliter la circulation de l'information du Guatemala au réseau du PA au Canada, de conseiller le PA sur les décisions internes, les pres-

sions politiques et l'éducation. Comme plusieurs d'entre nous l'avons expérimenté, l'équipe du Sud donne une formation aux accompagnateurs arrivant au Guatemala et guide les visites aux organisations oeuvrant avec les réfugiés (ambassade canadienne, Gricar, Ardigua, Condeg, CP) et les camps du Mexique. Au delà du réseau du Projet accompagnement, l'équipe du Sud appuie aussi d'autres ONG dans leur travail auprès des réfugiés ainsi que des délégations visitant le pays. À cause de la nature même de l'accompagnement où plusieurs personnes restent pour une période limitée, l'équipe du Sud assure la continuité de la représentation du PA auprès des organisations guatémaltèques et l'ambassade canadienne.

Ce qui est intéressant avec le Projet accompagnement

«Ce qui rend le PA unique c'est qu'il était impliqué avec les réfugiés avant que le processus de retour ne commence. Des gens avec une longue histoire de travail solidaire, comme Gabrielle Labelle, ont participé dans des délégations dans les camps de

réfugiés depuis 1989. La structure qui s'est formalisée en 1991 et qui s'est appelé Proyecto acompañamiento ne fait pas uniquement de l'accompagnement mais bénéficie aussi de plusieurs appuis ici au Canada»

Margie a fait référence à l'influence réelle qu'a eu le PA sur la politique canadienne vis-à-vis du Guatemala. L'intérêt soutenu du Canada à Gricar (Groupe international de conseil et d'aide aux réfugiés et retournés) est dû en grande partie au nombre élevé de Canadiens qui ont été impliqués dans l'accompagnement. Elle parle aussi de la diversité des régions à l'intérieur du pays: beaucoup d'expériences différentes, d'âges et d'orientations politiques qui se rencontrent dans une action commune, l'accompagnement. À l'exception de Montréal, Margie note que les comités les plus actifs sont plutôt ruraux qu'urbains et que bien que le comité du Québec ait beaucoup recruté, la plupart des accompagnateurs provenant des autres régions ont été très impliqués dans le travail du PA longtemps avant leur départ pour le Sud.

Le PA aujourd'hui et les défis pour l'avenir

En ce qui concerne le mandat actuel du Projet Accompagnement et l'accompagnement physique en particulier, Margie est d'avis qu'il vaudrait mieux mettre un terme à notre travail une fois notre tâche accomplie et éviter les contorsions organisationnelles et la recherche de prétextes afin de justifier notre existence ad vitam eternam. Tout en cherchant à répondre de façon appropriée aux changements sur le terrain, un consensus devra s'élaborer sur l'évolution du rôle de l'accompagnement physique. À date, le PA n'a accompagné que les réfugié-e-s organisé-e-s sous la bannière des CP, dans le cadre des Accords du 8 octobre 1992. Après un conflit interne aussi convulsif qui a éparpillé autant de gens, la difficulté va être que seul les groupes de déplacé-e-s les mieux organisé-e-s pourront compter sur un appui international, et nos discussions devront désormais

composer avec la situation plus précaire des populations déracinées et déplacées. Un rôle possible de suivi de la mise en application des Accords de paix pourrait être envisagé, surtout les accords qui touchent les populations déplacées, l'identité et les droits des Autochtones, les réformes économiques et la situation agraire. Dans ce contexte, notre présence dans le Sud, toujours nécessaire, pourrait faciliter l'organisation et la venue de délégations provenant du Nord. Margie souligne qu'à court terme, l'accompagnement physique demeure nécessaire parce qu'il existe chez les Guatémaltèques deux craintes importantes. L'une se situe dans le passé, dans l'histoire même des régions où retournent les réfugié-e-s et l'autre se situe dans les réalités et les défis posés par la réinsertion et la vie quotidienne dans une nouvelle communauté. Margie mentionne, entre autres, les conflits potentiels entre les communautés retournées et les membres des PAC.

Depuis décembre, Margie se « réintègre » à la vie de l'Ile-du-Prince-Edouard et renoue localement avec ses engagements militants. Malgré ses plans qui restent un peu imprécis pour l'instant, elle compte mettre en pratique ses années de travail de solidarité au Guatemala. Ayant constaté les changements survenu en son absence au sein de la communauté de l'IPE, Margie espère relever le défi posé par l'exode des gens en direction des grands centres et le fait que le sens communautaire se définit de plus en plus par rapport au lieu de travail. « Il s'agit d'une autre dynamique que celle qui existe lorsqu'on est quelque part d'autre et on travaille pour apporter un changement quelconque. Dans ta propre communauté tu constates que tu fais aussi partie du problème et que tout le monde doit contribuer au changement. Je veux vraiment m'investir dans ma communauté - sauver le monde reste une ambition qui me dépasse. »

attention !!!

L'équipe du bulletin a besoin de quelqu'un-e comme toi, qui veut travailler un peu plus, avec nous...

Nous cherchons quelqu'un-e :

- qui aurait l'obligeance d'écrire des articles sur la situation sociale, politique, économique et culturelle du Guatemala;
- qui peut nous prêter des photos, des dessins et des illustrations;
- qui aurait l'amabilité de résumer des nouvelles;
- qui peut faire une entrevue avec un ex-accompagnateur-trice;
- qui corrigerait les épreuves du bulletin.

Toute cette implication...seulement une fois par mois!

Pour plus détails :

Sarita Ahooja, 287-3273
Caleli, 844-3696

...ENTRE BIBERONES, LECHE, MÚSICA, INTERNET, Y TRATADOS DE PAZ HAN VENIDO A ESTE MUNDO DOS HERMOSOS BEBES DE DOS EX-ACOMPAÑANTES :

RAFAEL, UN HERMOSO BEBÉ DE BERNAD Y ZYGNÍ

IXQUIC, UNA BELLA NIÑA DE JOYCE Y PABLO

BIENVENIDOS !! PATOJITO Y PATOJITA....

NUESTRA MEJOR ENERGÍA PARA ESTAS NUEVAS FAMILIAS !!

Le Projet Accompagnement est un réseau d'organismes canadiens qui a été créé pour répondre à la demande des réfugiés guatémaltèques qui ont besoin d'accompagnateurs internationaux pour retourner dans leur pays. Le Projet Accompagnement a donc pour but de former des bénévoles et de sensibiliser la population à la cause des réfugiés guatémaltèques.

Ce bulletin d'information a comme objectif principal de vous informer sur tout ce qui concerne la situation des réfugiés guatémaltèques, ainsi que sur les activités organisées par le *Projet Accompagnement Québec-Guatemala*. Vous êtes intéressés contactez, **Sarita Ahooja** au 287-3273.

Ont participé à la réalisation de ce numéro:

Sarita Ahooja
Leonardo Arevalo
Yves Carrier
Marie-Hélène Côte
Caleli et son ordinateur
Catherine Lafreniere
Geneviève Lessard
Claude Rioux

***Projet Accompagnement
Québec-Guatemala***

420, rue St-Paul est
Montréal, Qc, H2Y 1H4
Tél. : (514) 840-1008
Fax : (514) 844-0113
Courrier électronique :
paqando@web.apc.org